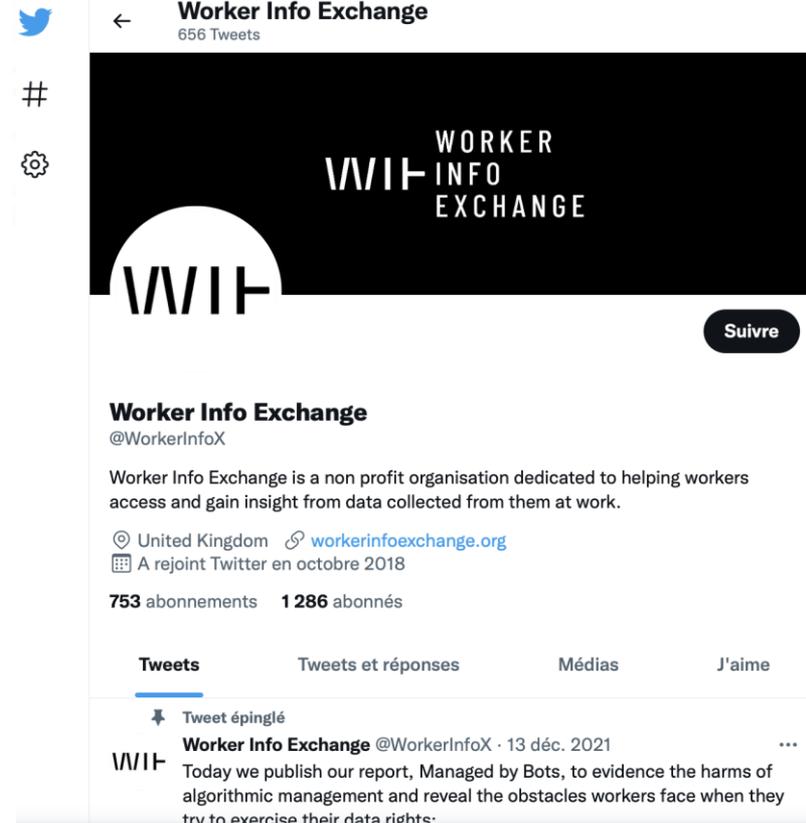


EXERCICE COLLECTIF DU DROIT D'ACCES LPD PAR LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DE PLATEFORME

Prof. Yaniv Benhamou, avocat
Faculté de droit / Digital Law Center (DLC)

INTRODUCTION

- **Surveillance numérique** dans le milieu professionnel (cf. Commission européenne, initiative 9.12.2021 pour améliorer les conditions des travailleurs de plateforme).
- **Risques** de préjudices et autres atteintes (cf. RGPD 79.3; Tribunal Munich, 16606/20, 9.12.2021; Commission européenne, Plan d'action 4.03.2021 sur le socle européen des droits sociaux).
- **Tendance aux actions collectives.** P.ex. Uber drivers/Uber (2020), Worker Info exchange; ISOC/Facebook 2018; UFC/Google 2019; Quadrature/GAFAM; Privacy Int./7 entreprises (2020); cabinet d'avocats/Epic Games (2021).



- I. DROIT D'ACCES LPD EN GENERAL**
- II. EXERCICE COLLECTIF DU DROIT D'ACCES LPD**
- III. QUESTIONS CHOISIES**

DROIT D'ACCES LPD EN GENERAL

- **Outil de transparence:** *“Toute personne peut demander au responsable du traitement si des données personnelles la concernant sont traitées.”* (nLPD 25 al. 1; FF 2017, 6682).
- **Allègements procéduraux:** procédure gratuite et simplifiée (CPC 243 al. 2 let. d; CPC 99 al. 3 let. a, 113 al. 2 let. d et g et 114 let. c et g).
- **Limites:** en cas d'abus de droit lorsque la demande vise exclusivement des buts étrangers à la LPD et/ou en cas d'intérêts prépondérants (nLPD 24; cf. RGDP cons. 63). Exemple de l'arrêt Chauffeurs Uber, Tribunal District Amsterdam, 11.03.2021, C/13/687315:
 - **Abus de droit?** Même si les chauffeurs utilisent le droit d'accès pour constituer une base de données commune, *“ils veulent **entres autres vérifier la licéité** de leurs données pour exercer leurs droits à la protection des données, **ce qui est suffisant.**”* (traduction libre cons. 4.24).
 - **Intérêts prépondérants?** *“Uber doit communiquer les données ayant servi de base à la décision le licenciement de 2 chauffeurs accusés d'activités frauduleuses, en particulier un **classement détaillé** de chaque voyage (au lieu d'une moyenne basée sur les 500 derniers voyages) **mais** les données des **passagers** doivent être **anonymisées.**”* (traduction libre cons. 4.48)

EXERCICE COLLECTIF DU DROIT D'ACCES

- **SUISSE**

- **Lege lata: action des organisations** (CPC 89), limitée aux *(i)* atteintes à la personnalité, *(ii)* prétentions défensives, *(iii)* associations d'importance nationale ou régionale. **NB**: alternatives: consorité-cumul d'actions et/ou cession de prétentions à un demandeur.
- **Lege ferenda: action des organisations** (Projet CPC du 10 décembre 2021, art. 89 et 307b ss), étendue à *(i)* toutes les atteintes, *(ii)* autres organisations (not. habilitation statutaire et existence depuis 12 mois), *(iii)* prétentions en réparation pour dommages collectifs ou dispersés; et *(iv)* introduction de transactions de groupe avec opt-in (sauf montant faible avec opt-out).

- **EUROPE**

- **RGPD 80: recours collectif** ("*Class action RGPD*") permettant aux personnes concernées de défendre collectivement leurs droits devant une autorité ou une juridiction (en cessation et, si le droit national le permet, en réparation).
- **Directive 2020/1828** du 25 novembre 2020 relative aux **actions représentatives** visant à protéger les intérêts collectifs des consommateurs (sélection): *(i)* action représentative en cessation ou réparation par des entités qualifiées; *(ii)* choix des Etats membres pour l'*opt-in* ou l'*opt-out*; *(iii)* introduction de la phase de *discovery*.

QUESTIONS CHOISIES

- **Interaction entre protection des données et droit de la consommation?** Par exemple en Europe, il existe des autorités et des régimes normatifs parallèles (p.ex. RGPD et Directive 2020/1828) qui devront être coordonnées (*cf.* CEPD, Avis 08/2018, 5.10.2018).
- **Importation du RGPD en droit suisse?**
 - **Interprétation:** en cas de demande d'accès LPD devant une juridiction suisse -> interprétation du droit d'accès LPD à la lumière de la jurisprudence RGPD.
 - **Exequatur:** En cas de demande d'accès RGPD (p.ex. recours collectif) devant une juridiction UE à l'égard d'un débiteur suisse -> demande d'exécution de la décision européenne en Suisse.
 - **RGPD comme *lex causae*:** tentative d'importer le RGPD et son action collective en Suisse?
- **Abus de droit?** Admis restrictivement, même en cas de constitution de base de données commune et recherche de preuve pour un procès futur (*cf.* ATF 141 III 119; arrêt Uber).

SOURCES (SELECTION)

- Benhamou Yaniv, Mise en oeuvre judiciaire du droit d'accès LPD: aspects procéduraux choisis, Berne 2021, 77 ss. <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:150694>
- Benhamou Yaniv, Intelligence artificielle : licence libre et gouvernance collective des données à travers l'altruisme des données et les data trusts, RSDA 2021, 419 ss. <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:155862>
- Groupe de travail 2 du “Cours transversal : Comprendre le numérique 2”, Rapport sur l'exercice du droit d'accès aux données personnelles, mai 2021 <https://drive.google.com/file/d/1XS4wkFCcSFxISezuMacwsKKeTAIf9S37/view>
- Mahieu René / Ausloos Jef, Recognising and Enabling the Collective Dimension of the GDPR and the Right of Access, Feedback to the European Commission's evaluation 2 July 2020. <https://osf.io/preprints/lawarxiv/b5dwm/>
- Worker Info exchange, Managed by bot, Data-Driven Exploitation in the Gig Economy, Report, December 2021. <https://www.workerinfoexchange.org/wie-report-managed-by-bots>

Merci de votre attention

(Questions?)